

FRUITS ET LÉGUMES

Des réseaux informels pourrissent le marché

Ils font et défont la loi à leur guise. Des réseaux de marchands des fruits et légumes ne respectent ni agriculteurs ni commerçants ni Etat. Très organisés, ils ont réussi un tour de passe-passe en arrivant à mettre un prix et en donnant l'impression d'une concurrence. 404 bâchée, mode d'emploi...

Mal habillé, l'air fatigué, vêtements poussiéreux, le marchand de fruits et légumes ne paye pas de mine. Il fait pitié. Omar, avec sa façon d'être, est l'archétype du marchand qui ne devrait pas faire recette.

A la rue Fayçal-Mebarek, il est parmi les premiers à stationner sa Peugeot 404 bâchée dans laquelle s'entassent tomates, oignons, poivrons et autres légumes. «Cela fait des années que je travaille en tant que marchand. J'ai décidé de m'installer ici depuis quelques mois», confie-t-il. Avec d'autres de ses «collègues», il s'est installé dans cette rue du quartier du 1^{er}-Mai en mettant en pratique une «vieille» astuce pour imposer un diktat des prix. «Quand vous faites le tour des camionnettes, vous remarquerez que les produits proposés par l'un ne le sont pas par l'autre. C'est une façon habile de déjouer la concurrence», fait observer Malek, un jeune papa. «J'ai fait les frais de cette manipulation. Après avoir



Photo : Samir Sid

fait mes emplettes, je suis passé au marché communal et j'ai découvert une grande différence des prix», explique-t-il. Pour lui, pas de doute, tous les marchands stationnés dans cette rue sont complices. Au total, ils sont quatre 404 bâchées à participer à cette manœuvre. Une astuce qu'un des vendeurs explique : «Nous achetons au prix de gros auprès de l'agriculteur ou bien auprès d'un grossiste. Par la suite, nous dispatchons la marchandise entre nous et nous nous installons dans le même quartier. De cette façon, nous

avons une mainmise sur tout le circuit.»

Au fait, ce vendeur n'est qu'un «employé», payé à la commission. «Il y a de gros bonnets derrière tout ça. C'est pour cette raison que le circuit de distribution et de vente n'est pas clair. Tout se fait dans l'informel», précise un autre commerçant.

Et pour que le réseau ne soit pas entravé dans son travail, les marchands ont décidé de s'octroyer le droit d'être immobiles. Plus question de se déplacer, ils ont même «acquis» des places de parking dans le quartier où il

est interdit de stationner pour les riverains. «Comment pouvez-vous expliquer que ces camionnettes réservent des places devant chez-nous sans que personne ne bouge le petit doigt ?» fulmine une maman.

«Les citoyens achètent auprès d'eux sans même se rendre compte qu'ils se font arnaquer. Et de surcroît, ils squattent les places de stationnement», renchérit un autre riverain. Pour lui, comme beaucoup d'autres, cette situation est intolérable. «Ils sont censés circuler durant toute la journée et non se

réserver des places avec des bacs et des cartons», relève encore un autre passant.

Faisant la sourde oreille, le marchand de légumes s'agrippe à sa camionnette et continue d'asperger sa marchandise avec de l'eau. Pour ces marchands, l'essentiel est de se faire le maximum d'argent en peu de temps et bien sûr sans payer d'impôt.

Le hic est l'insalubrité des lieux après leur départ. «S'ajoutent à cela les ordures et autres déchets laissés à même la chaussée par les marchands illégitimes, provoquant des désagréments pour nous», déplore Meriem. Et d'ajouter : «Les citoyens ne veulent plus agir. Ils sont fatigués et ont peur. C'est à l'Etat de prendre en charge ces problèmes.»

35% du marché des fruits et légumes dans l'informel

Selon les chiffres avancés par le ministère du Commerce, 35 % du marché des fruits et légumes actinent dans l'informel. Ce qui renseigne sur le peu de pouvoir qu'ont les structures de l'Etat pour réguler ce marché.

Les différentes sanctions et autres mesures incitatives ou bien répressives n'ont, pour l'heure, pas d'incidences requises. L'Etat est ainsi saigné à blanc et le citoyen est encore plus perdant. Il ne peut qu'accepter d'acheter dans ces conditions tout en sachant qu'il est arnaqué.

M. O.

INSTAURATION DU WEEK-END SEMI-UNIVERSEL

Les Algériens s'en accommodent

Un peu perdus les premières semaines de son instauration, les Algériens ont commencé à s'habituer petit à petit au week-end semi-universel (vendredi et samedi), en établissant de nouvelles habitudes. Près de deux ans depuis sa mise en place, ils ont pris de nouveaux plis. Ménage vendredi, shopping samedi, et tracasseries administratives durant les heures de travail. Tranches de vie...

«La semaine paraît plus courte», «je ne me retrouve pas», «je préfère l'ancien week-end», ce sont là les propos qui revenaient sans cesse dans les conversations après la mise en place du week-end semi-universel. Près de deux années plus tard, de nouveaux comportements et habitudes ont pris place dans le train-train quotidien.

Farniente vendredi

Après la journée de travail de jeudi, celle du vendredi est consacrée au ménage, au marché et à la sieste. «Il n'y a que le marché qui ouvre durant cette journée. Les magasins n'ouvrent pratiquement pas ou bien ferment dès midi», dira Ghania, maman. Pour elle, comme pour beaucoup d'autres, cette journée est consacrée au ménage : «Je ne fais que le strict minimum durant la semaine, alors que le plus gros du nettoyage se fait durant cette journée. Franchement, maintenant, j'aime bien cette journée, elle réunit tous les membres de la famille».

Le couscous ou la rachta sont principalement cuisinés pour cette journée. Après la prière du Dohr à la mosquée, place à la sieste. «En somme, l'après-midi est au ralenti, soit nous restons à la maison, soit nous rendons visite à de proches parents» note, pour sa part, Meriem. Et de comparer : «Par rapport à l'ancien week-end, nous avons réellement le temps de se reposer sans se dire qu'il faut se préparer pour le lendemain.»

En effet, le samedi est consacré aux sorties entre amis et familles. Le mode de

consommation effrénée entrée dans nos mœurs a des impacts.

Shopping pour le samedi

«Les cours sont dispensés dans les universités le samedi, cela nous incite à sortir et, bien sûr, à consommer», explique Assia, étudiant en psychologie à Bouzaréah (Alger). Sac en bandoulière, lunettes de soleil, foulard en soie, l'attirail complet d'une jeune étudiante dans le vent. «Avec mes copines, cela est devenu pratiquement un rituel, après les cours, shopping à Alger-Centre», confie encore cette étudiante, en souriant. Comparativement avec l'ancien week-end, il y avait plus de monde dans les rues le jeudi. «Avec ce nouveau week-end, les départs se font dès le jeudi soir vers les villages. Il y a donc moins de monde dans les rues le samedi. Pour nous, c'est une aubaine», relève, pour sa part, Souad.

Le bonheur est aussi du côté des commerçants. «Il y a de plus en plus d'acheteurs qui savent ce qu'ils veulent acquérir et font leurs courses, de ce fait, le samedi. J'ai pris moi-même le pli d'ouvrir tôt et de fermer tard ma boutique», explique, de son côté, Omar, vendeur de vêtement féminins à la rue Didouche-Mourad (Alger).

Bonne affaire pour les banquiers

Les grands bénéficiaires de ce changement de week-end sont les travailleurs du secteur bancaire. «Maintenant, nous pouvons organiser notre week-end comme nous



Photo : Samir Sid

l'entendons, à notre propre rythme», estime Réda en souriant, dont la femme travaille dans une banque privée. Ils peuvent, en effet, bénéficier des mêmes jours de repos que les membres de leurs familles. «Avant, c'était très compliqué pour nous de profiter ensemble d'un long repos ou d'organiser des sorties. Aujourd'hui, les choses sont beaucoup moins compliquées. Nous profitons ensemble, avec nos enfants, de moments de repos et des sorties», nous dira, pour sa part, Nezha.

Seule ombre au tableau, le non-changement des jours de réception et d'horaires d'ouverture des banques, au grand dam des citoyens. «Je suis obligée de m'absenter de mon lieu de travail ou d'être en retard pour

passer à ma banque ou régler les tracasseries administratives», se plaint Meriem, employée dans une entreprise privée.

«Les pouvoirs publics n'ont pas pensé aux ponctions sur salaires dues aux retards, quand il faut s'absenter pour récupérer un papier administratif auprès d'une APC», fulmine Mouloud, quadragénaire. Et d'ajouter : «Les pouvoirs publics avaient affirmé que tout le processus suivra mais il n'a tenu que quelques jours. Il y a des postes, des agences de Sonelgaz et des APC qui n'ouvrent pas le samedi. Chacun des responsables de ces entités doit faire son travail et veiller au respect de la réglementation les obligeant à travailler ce jour.»

M. O.